

21 juin 2011

Journée d'actions et d'informations pour une Europe sociale

La Confédération européenne des syndicats, lors de son Congrès d'Athènes en mai dernier, a décidé de faire du 21 juin une journée de mobilisation et d'information européenne et nationale.

Cette décision fait suite à la condamnation par le congrès des décisions prises par les états membres et les institutions européennes en matière de gouvernance économique et plus particulièrement du pacte « Euro plus »

Les salariés allemands, belges et français de la région Lorraine et luxembourgeois ont décidé de se rendre au Luxembourg avec leurs organisations syndicales pour interpeller M. Jean-Claude Juncker, Président « Eurogroup ».

Partout ailleurs, en France, la CGT, la CFDT, l'UNSA et la FSU ont décidé de s'adresser aux salariés et de les informer sur le contenu du pacte « Euro plus » concocté par les gouvernements européens.

Bien que cela ne fasse pas la Une des médias, mais les conséquences de ce texte sont très lourdes sur la vie de chacune et chacun d'entre nous.

Le minimum c'est donc d'être informé pour pouvoir comprendre et agir.

Le pacte « Euro plus », c'est quoi ? :

- c'est un pacte entre les gouvernements pour sortir de la crise... qu'ils ont eux-mêmes provoquée,
- il s'appelle aussi pacte pour « renforcer la compétitivité » et réduire les « déficits » : exactement les mêmes recettes qui ont mis 23 millions de personnes en situation de chômage et de précarité,

- il prône une modération salariale absolue dans le privé et dans le public., de ne plus faire de lien entre hausse des prix et salaire : en clair, cela remet en cause les augmentations « automatiques » du Smic, en fonction de la hausse du coût de la vie ! Et comme par hasard, la Commission de Bruxelles vient d'écrire que le « niveau du Smic » est décidément trop élevé dans notre pays !

- c'est la remise en cause de la négociation collective,

- il réclame à nouveau la baisse des « charges » sociales, qui ne ferait qu'aggraver les problèmes de financement de notre Sécurité sociale,

- c'est le report pour tout le monde de l'âge de départ en retraite,

- c'est la flexibilité du travail accrue en accentuant la pression sur les chômeurs sommés d'accepter n'importe quoi, sous la menace que leurs indemnités soient remises en cause,

- chaque pays ne pourra plus décider en toute indépendance de ses choix en matière budgétaire et fiscale.

Comment ces remèdes pires que le mal, infligés à l'ensemble des salariés d'Europe et à leurs familles, pourraient-ils faire progresser l'ensemble de l'Europe en matière sociale et économique ? Au contraire, cela ne ferait qu'aggraver la concurrence entre les salariés :

ce serait à qui « coûte » le moins cher, à qui a le moins de droits ?

La CGT ne conteste pas le besoin de mettre en place des dispositifs communs pour relever les défis posés à l'ensemble des pays et des peuples européens, mais pas ceux-là !

Nous avons besoin de meilleures garanties collectives et plus de droits pour tous.

Plutôt que de prôner l'austérité et la remise en cause des droits, il faut créer des emplois de qualité, des salaires reconnaissant les qualifications et le travail réalisé, une protection sociale de haut niveau. C'est le fondement d'une Europe sociale et solidaire !

Est-ce que c'est possible ? La CGT dit oui et elle avance des propositions :

Tout d'abord une évidence : c'est la consommation des ménages qui contribue le plus à l'activité et à la croissance économique.

Au cours des années 2000, elle a contribué aux deux tiers de la croissance économique en France. Or, elle est pour le mois de mars 2011 encore en recul de 0,7 %

Il faut donc, pour relancer la croissance économique, avoir plus de consommation. Le meilleur et plus sûr moyen pour y arriver, c'est d'augmenter les salaires !

Par ailleurs, les richesses produites par le travail suffisent largement à assurer les financements nécessaires.

De nouvelles recettes doivent être mobilisées en taxant les revenus du capital, les transactions financières, en réformant la fiscalité pour des impôts plus justes et en supprimant le dumping social, en mettant en place une taxe européenne minimum sur les bénéfices des entreprises.

Bref, pour ne pas galvauder le sens et le contenu du développement durable, utilisé à toutes les sauces et par tout le monde, et assurer une croissance vraiment durable, il faut développer des politiques européennes investissant dans l'humain, en développant les investissements dans l'éducation, la formation, la recherche-développement, l'innovation, les infrastructures.

Les mobilisations des salariés dans tous les pays d'Europe et en France portent ces exigences.

La CGT veut être partout disponible pour vous permettre de participer à ces débats essentiels, de construire vos revendications et actions pour contribuer à remettre les choses à l'endroit et donc, faire du social le moteur de l'économie !

Pour cela, nous avons besoin des idées et des mobilisations du plus grand nombre, partout, pour être plus fort ensemble !

Le syndicat, ça sert à ça : ne pas rester seul avec ses problèmes, mais réfléchir et agir ensemble pour pouvoir y répondre !

N'hésitez pas, interpellez la CGT, poussez la porte, prenez votre place, c'est chez vous !!

Vous ne voulez pas en rester là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus fort.

Bulletin de contact et de syndicalisation

NOM : Prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Téléphone : Courriel :

Age : Profession :

Entreprise (nom et adresse) :

.....



Bulletin à renvoyer à La CGT, espace Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex,
téléphone : 01 48 18 84 72, fax : 01 48 51 51 80, courriel : orga@cgt.fr. Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur www.cgt.fr